

COMMUNE DE PUYBEGON

NOTE DE PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE DU BUDGET PRIMITIF 2021

Sommaire :

I. Le cadre général du budget

II. La section de fonctionnement

III. La section d'investissement

IV. Les données synthétiques du budget – Récapitulation

Annexe : extrait du CGCT

I. Le cadre général du budget

L'article L 2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note répond à cette obligation pour la commune ; elle est disponible sur le site internet mairie-puybegon.com

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'année 2021. Il respecte les principes budgétaires : annualité, universalité, unité, équilibre, sincérité. Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte, ou 15 jours à partir de la connaissance des dotations de l'Etat soit cette année au 17 avril, et transmis au représentant de l'État dans les 15 jours qui suivent son approbation.

Par cet acte, le maire, ordonnateur est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget, pour la période qui s'étend du 1er janvier au 31 décembre de l'année civile.

Le budget 2021 a été voté le 15 avril 2021 par le conseil municipal.

Il peut être consulté sur simple demande au secrétariat général de la mairie aux heures d'ouvertures des bureaux.

Il a été établi avec la volonté :

- De maîtriser les dépenses de fonctionnement tout en maintenant le niveau et la qualité des services rendus aux habitants
- De contenir la dette en limitant le recours à l'emprunt
- De mobiliser des subventions auprès du Conseil Départemental, de la Région, de l'Etat et de l'Europe chaque fois que possible

Les sections de fonctionnement et investissement structurent le budget de notre collectivité. D'un côté, la gestion des affaires courantes (ou section de fonctionnement), incluant notamment le versement des salaires des agents de la commune ; de l'autre, la section d'investissement qui a vocation à préparer l'avenir.

II. La section de fonctionnement

1) Généralités

Le budget de fonctionnement permet à notre collectivité d'assurer le quotidien.

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communaux. C'est un peu comme le budget d'une famille : le salaire des parents d'un côté et toutes les dépenses quotidiennes de l'autre (alimentation, loisirs, santé, impôts, remboursement des crédits...).

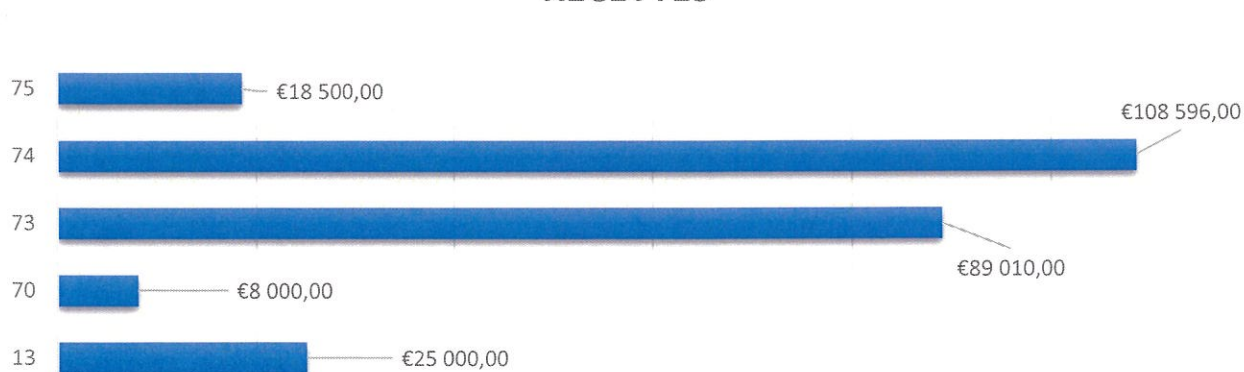
Pour notre commune :

Les recettes de fonctionnement correspondent aux sommes encaissées au titre des prestations fournies à la population (locations, concessions...), aux impôts locaux, aux dotations versées par l'Etat, au retour des contributions et à diverses subventions.

a) Les recettes de fonctionnement 2021 représentent 402 740.78 euros.

013	Atténuation de charges	25 000.00 €
70	Produits des services	8 000.00 €
73	Impôts et taxes	89 010.00 €
74	Dotations et participations	108 596.00 €
75	Autres produits de gestion courante	18 500.00 €
042	Opérations d'ordre (transfert entre section)	0.00 €
Total		249 106.00 €
002	Résultat de fonctionnement reporté exercice 2020 (pour mémoire le BP de la commune intègre le résultat d'assainissement suite au transfert de compétence au 01/01/20 à la communauté d'agglomération GAILLAC-GRAULHET)	153 634.78 €
	TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT	402 740.78 €

RECETTES



On constate que les 2 principales recettes pour une commune sont :

- Les impôts locaux (taxe foncière sur le bâti et le non bâti et taxe d'habitation).

Pour 2021, en raison de la suppression de la taxe d'habitation, il convient de mettre en œuvre le nouveau schéma de financement des communes territoriales.

Le produit de la TH sur les résidences secondaires ou des logements vacants non affectés à l'habitation principale reste perçu par la commune.

Par contre, jusqu'en 2023 le produit de TH pour les contribuables encore assujettis est affecté au budget de l'Etat.

Afin de compenser à l'euro près la perte de produit la part départementale de la taxe foncière est transférée aux communes.

Ainsi le taux voté par chaque commune est majoré du dernier taux 2020 voté par le conseil départemental.

Un coefficient correcteur étant appliqué afin de neutraliser les écarts pour ne pas que la commune soit surcompensée ou sous compensée.

En deçà de cette réforme, vient s'ajouter la fiscalisation de la compétence scolaire au profit de la communauté d'agglomération GAILLAC GRAULHET.

Lors de la séance du 22 mars 2021, le conseil communautaire a décidé d'augmenter les taux du foncier pour assurer le financement des dépenses scolaires par le biais d'une ressource dynamique.

En contrepartie un pacte financier doit être mise en place entre les communes et la communauté d'agglomération.

Aujourd'hui, il convient de voter les taux des taxes pour la commune au vu de la situation financières et des projets à venir.

Les Taxes	Ancien Taux	Taux après réforme de la TH	Nouveau Taux	Observations
Taxe Habitation	6.74 %	6.74%	6.74%	
Foncier bâti	11.94 %	41.85 %	30.07 %	diminution du taux au profit de l'agglomération GAILLAC GRAULHET
Foncier non bâti	67.97 %	67.97 %	48.84 %	diminution du taux au profit de l'agglomération GAILLAC GRAULHET

- Les dotations versées par l'Etat :
 - La DGF pour un montant total de 92 117 €

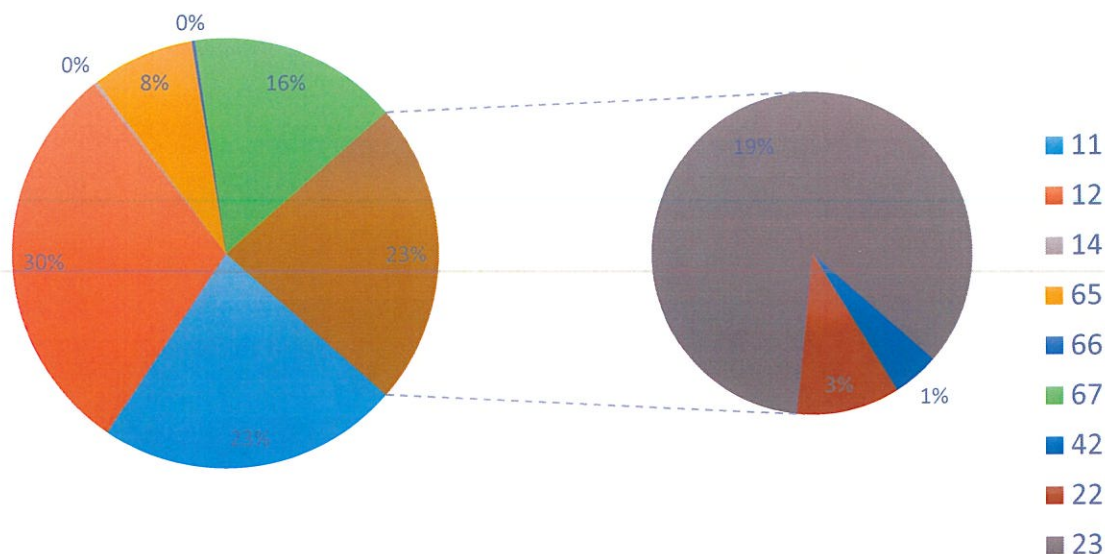
b) Les dépenses de fonctionnement 2021 représentent 402 740.78 euros afin de respecter l'équilibre sur la section de fonctionnement.

011	Charges à caractère général	92 480.00 €
012	Charges de personnel	121 036.00 €
14	Atténuations de produits	1 000.00 €
65	Autres charges de gestion courante	31 245.00 €
66	Charges financières	1 000.00 €
67	Charges exceptionnelles	64 058.47 €
Total		310 819.47 €
	Opérations d'ordre	4 374.00 €
022	Dépenses Imprévues	9 547.31 €
	Virement à la section d'Investissement	78 000.00
	TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT	402 740.78 €

Les dépenses de fonctionnement sont constituées par les salaires du personnel municipal, l'entretien et la consommation des bâtiments communaux et des voies et réseaux, les achats de matières premières et de fournitures, les prestations de services effectuées, les subventions versées aux associations et les intérêts des emprunts à payer.

Les salaires représentent 121 036 € des dépenses de fonctionnement de la commune soit environ 31.5%. (à noter que l'année 2021 régularise la situation d'un agent sur 4 mois de l'année 2020)

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT



Au final, l'écart entre le volume total des recettes de fonctionnement et celui des dépenses de fonctionnement constitue l'autofinancement (023), c'est-à-dire la capacité de la commune à financer elle-même ses projets d'investissement sans recourir nécessairement à un emprunt nouveau.

III. La section d'investissement

a) Généralités

Le budget d'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la commune à moyen ou long terme. Elle concerne des actions, dépenses ou recettes, à caractère exceptionnel. Pour un foyer, l'investissement a trait à tout ce qui contribue à accroître le patrimoine familial : achat d'un bien immobilier et travaux sur ce bien, acquisition d'un véhicule, ...

Le budget d'investissement de la commune regroupe :

- en dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Pour 2021, il s'agit essentiellement :

- Des travaux de voirie (15 632 €)
- De la sécurisation du carrefour de larmès (55 000 €)
- Des travaux de rénovations et de mises aux normes d'accessibilités de la salle de rencontres (75 000 €)

- La finalisation de la modification simplifiée du PLU (5 000 €)
- Le site de la commune, remboursement d'emprunt ...

- en recettes : deux types de recettes coexistent : les recettes dites patrimoniales telles que les recettes perçues en lien avec les permis de construire (Taxe d'aménagement) et les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement retenus (par exemple : des subventions relatives à la rénovation énergétique des logements communaux), le FCTVA (Fonds de compensation de la TVA), l'emprunt

b) Une vue d'ensemble de la section d'investissement

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Solde d'investissement reporté	9 484.06	Virement de la section de fonctionnement	78 000.00
Remboursement d'emprunts	16 200.00	FCTVA	2 000.00
Travaux de bâtiments (à lister)	75 000.00	Mise en réserves	21 478.10
Travaux de voirie (route de la marquié/lotissement...)	72 632.00	caution	2 000.00
Autres : PLU	5 000.00	Taxe aménagement	4 451.00
Autres dépenses	11 658.00	subventions	6 165.00
Refonte du site internet	1 500.00	Emprunt	85 000.00
Affectation de résultat capitalisé (assainissement)	11 994.04	Produits (écritures d'ordre entre section)	4 374.00
Total général	203 468.10	Total général	203 468.10

➤ Les subventions d'investissements prévues :

- plusieurs demandes d'aides de l'ETAT, de la REGION, du DEPARTEMENT ont été déposées en début d'année. A ce jour, les participations ne sont pas connues.
Le détail sera fait sur le compte administratif.

IV. Les données synthétiques du budget – Récapitulation

1) Etat de la dette

La commune a contracté 2 emprunts :

- Création de 3 appartements : pour un montant de 140 000 € sur 15 ans en 2010. Il restera 3 annuités pour un montant de 31 195.50 €
- Réfection de toiture : pour un montant de 40 000 € sur 10 ans en 2016. Il restera 4 annuités pour 16 741.75 €

2) Reversement à la communauté d'agglomération GAILLAC-GRAULHET

Suite aux divers transferts de compétences (scolaire, voirie...) la commune procède à des attributions de compensations envers la CAGG.

Pour la partie de fonctionnement, 1 000 € sont reversés sur le compte 739211 pour les frais de voirie.

Suite à la fiscalisation de la compétence scolaire, la communauté d'agglomération récupère 2/3 de la fiscalité de la commune et reverse une restitution de ressources de 14 888.00 €

Pour la partie investissement, 16 532 € sont reversés sur le compte 2046 pour les travaux de voirie.

3) Suite au transfert de compétences de l'assainissement à la communauté d'agglomération

GAILLAC-GRAULHET, les résultats de clôture du budget assainissement ont été intégrés au budget de la commune

A savoir, 62 558.47 € pour le fonctionnement et 11 994.04 € pour l'investissement.

La commune a également provisionné la restitution de ces sommes par principe de précaution.

Fait à Puybegon, le 15 avril 2020.

Le Maire,

Robert CINQ.



Nota : Pour les collectivités locales et leurs établissements (communes, départements, régions, EPCI, syndicats mixtes, établissements de coopération interdépartementale), les articles L 2121-26, L 3121-17, L 4132-16, L 5211-46, L 5421-5, L 5621-9 et L 5721-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoient le droit pour toute personne physique ou morale de demander communication des procès-verbaux, budgets, comptes et arrêtés.

Annexe

Code général des collectivités territoriales – article L 2313-1

Les budgets de la commune restent déposés à la mairie et, le cas échéant, à la mairie annexe où ils sont mis sur place à la disposition du public dans les quinze jours qui suivent leur adoption ou éventuellement leur notification après règlement par le représentant de l'Etat dans le département.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen de publicité au choix du maire.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, les documents budgétaires, sans préjudice des dispositions de l'article L2343-2, sont assortis en annexe :

1° De données synthétiques sur la situation financière de la commune ; 2° De la liste des concours attribués par la commune sous forme de prestations en nature ou de subventions. Ce document est joint au seul compte administratif ;

3° De la présentation agrégée des résultats afférents au dernier exercice connu du budget principal et des budgets annexes de la commune. Ce document est joint au seul compte administratif ;

4° De la liste des organismes pour lesquels la commune :

a) détient une part du capital ;

b) a garanti un emprunt ;

c) a versé une subvention supérieure à 75 000 euros ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.

La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l'organisme ainsi que la nature et le montant de l'engagement financier de la commune ;

5° Supprimé ;

6° D'un tableau retraçant l'encours des emprunts garantis par la commune ainsi que l'échéancier de leur amortissement ;

7° De la liste des délégataires de service public ;

8° Du tableau des acquisitions et cessions immobilières mentionné au c de l'article L 300-5 du code de l'urbanisme ;

9° D'une annexe retraçant l'ensemble des engagements financiers de la collectivité territoriale ou de l'établissement public résultant des contrats de partenariat prévus à l'article L1414-1;

10° D'une annexe retraçant la dette liée à la part investissements des contrats de partenariat.

Lorsqu'une décision modificative ou le budget supplémentaire a pour effet de modifier le contenu de l'une des annexes, celle-ci doit être à nouveau produite pour le vote de la décision modificative ou du budget supplémentaire.

Dans ces mêmes communes de 3 500 habitants et plus, les documents visés au 1° font l'objet d'une insertion dans une publication locale diffusée dans la commune.

Les communes et leurs groupements de 10 000 habitants et plus ayant institué la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et qui assurent au moins la collecte des déchets ménagers retracent dans un état spécial annexé aux documents budgétaires, d'une part, le produit perçu de la taxe précitée et les dotations et participations reçues pour le financement du service, liées notamment aux ventes d'énergie ou de matériaux, aux soutiens reçus des éco-organismes ou aux aides publiques, et d'autre part, les dépenses, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

Les établissements publics de coopération intercommunale et les communes signataires de contrats de ville présentent annuellement un état, annexé à leur budget, retraçant les recettes et les dépenses correspondant aux engagements pris dans le cadre de ces contrats. Y figurent l'ensemble des actions conduites et des moyens apportés par les différentes parties au contrat, notamment les départements et les régions, en distinguant les moyens qui relèvent de la politique de la ville de ceux qui relèvent du droit commun.

Pour l'ensemble des communes, les documents budgétaires sont assortis d'états portant sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité ainsi que sur ses différents engagements.

Une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présentation prévue au précédent alinéa ainsi que le rapport adressé au conseil municipal à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice prévu à l'article L2312-1, la note explicative de synthèse annexée au budget primitif et celle annexée au compte administratif, conformément à l'article L2121-12, sont mis en ligne sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe, après l'adoption par le conseil municipal des délibérations auxquelles ils se rapportent et dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.